



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

pouvoir d'achat

Question au Gouvernement n° 3250

Texte de la question

BILAN DU GOUVERNEMENT ET PROJET SOCIALISTE : POLITIQUE SALARIALE

M. le président. La parole est à M. Alain Vidalies, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.

M. Alain Vidalies. Monsieur le Premier ministre : " je n'ai pas de baguette magique pour augmenter les salaires ", telle est votre seule réponse à la principale préoccupation des Français, qui sont confrontés à une augmentation du prix de la vie quotidienne alors que les retraites et les salaires stagnent.

Vous avez raison : il n'y a rien de magique dans la fameuse prime de 1 000 euros réservée aux salariés des entreprises dont les dividendes ont augmenté plus que la moyenne des deux dernières années, c'est-à-dire qu'elle bénéficiera en réalité à quatre ou cinq fois moins de salariés que les 8 millions annoncés.

Au surplus, en prévoyant une exonération de cotisations sur cette prime, vous allez encore créer une nouvelle niche sociale au bénéfice des seuls entreprises qui font les plus gros profits et au détriment des PME et de leurs salariés.

Dans son projet, le parti socialiste propose un coup de pouce au SMIC, c'est-à-dire une augmentation supérieure à l'augmentation obligatoire, au bénéfice des 10 % de salariés qui ont les plus bas salaires et qui ne connaissent souvent que des contrats de travail précaires.

Il propose aussi la réunion immédiate d'une conférence salariale qui sera annuelle et dans laquelle l'État s'impliquera pour définir avec les partenaires sociaux les orientations des évolutions salariales.

Les entreprises ont une obligation annuelle de négociation sur les salaires. Nous souhaitons encourager la conclusion d'accords en mettant en place une modulation des cotisations sociales au bénéfice de celles qui parviennent à un accord et qui respectent les orientations issues de la conférence salariale.

Pour protéger le pouvoir d'achat, nous proposons un encadrement des loyers et des tarifs d'accès à l'énergie qui seront progressifs avec des prix minorés pour la consommation de base.

Monsieur le Premier ministre, ce sont les propositions du parti socialiste pour l'augmentation des salaires et la protection du pouvoir d'achat. Quelles sont les vôtres ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

M. le président. La parole est à M. Xavier Bertrand, ministre du travail, de l'emploi et de la santé.

M. Xavier Bertrand, *ministre du travail, de l'emploi et de la santé*. Monsieur le député, même quand les soi-disant propositions du parti socialiste sont énoncées par vous, son spécialiste de ces questions, elles n'ont rien de sérieux. (*Protestations sur les bancs du groupe SRC.*)

M. Christian Paul. Soi-disant ministre !

M. Xavier Bertrand, *ministre*. Les négociations annuelles sur les salaires n'ont jamais été aussi développées que depuis l'adoption de la loi Larcher, notamment. Elles se tiennent dans huit à neuf branches sur dix et jamais auparavant elles n'avaient eu lieu aussi systématiquement.

Quant à la défense du pouvoir d'achat, elle passe d'abord par l'emploi car il y a toujours plus d'argent sur une fiche de paie que sur un bulletin d'allocation. Or, comme c'est le cas dans votre département monsieur Vidalies, le taux de chômage baisse depuis le début de l'année et l'emploi des jeunes s'améliore depuis plusieurs mois. C'est le premier soutien au pouvoir d'achat.

Autre manière de soutenir le pouvoir d'achat : les textes sur l'intéressement et la participation que nous avons adoptés ont permis la distribution supplémentaire de 1,8 milliard d'euros aux salariés.

La prime que nous avons annoncée vous gêne parce que vous avez compris que les Français y sont très largement favorables.

M. Christian Paul. Affligeant !

M. Xavier Bertrand, *ministre*. Eux ne font pas semblant de ne pas voir ou de ne pas entendre. Ils ont bien compris qu'il y aurait un nouveau partage de la valeur, un principe simple et plus important que la seule thématique du pouvoir d'achat. Quant à vous, jamais vous n'avez été dans cette logique du partage de la valeur ; vous êtes dans la confiscation.

Aux jeunes, vous proposez de nouvelles mesures mobilisant de l'argent public que vous n'avez pas pour des emplois publics qui ne correspondent pas à leurs attentes. Vous jouez les Robin-des-Bois en oubliant de dire que vous n'allez pas prendre aux riches mais aux employés et aux ouvriers auxquels vous allez retirer l'avantage des heures supplémentaires.

M. François Hollande. Et l'ISF !

M. Bernard Roman. Et le bouclier fiscal !

M. Xavier Bertrand, *ministre*. Voilà la réalité, monsieur Vidalies, mais sur ce point vous êtes évidemment fort discret. (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*)

Ce ne sont pas les discours et la démagogie du parti socialiste qui amélioreront la situation des Français, mais l'action courageuse que nous menons. Ce n'est pas facile en ces temps de crise, mais les Français savent bien que c'est à nous qu'ils peuvent faire confiance. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP. - Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*)

Données clés

Auteur : [M. Alain Vidalies](#)

Circonscription : Landes (1^{re} circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3250

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : Travail, emploi et santé

Ministère attributaire : Travail, emploi et santé

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 18 mai 2011

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 18 mai 2011